



## CHAPITRE 33

## CHAPTER 33

### LOI CONCERNANT LA CONTRIBUTION AN ACT RESPECTING CONTRIBUTIONS DES MUNICIPALITÉS POUR L'ENTRE- BY MUNICIPALITIES TO THE SUP- TIEN DES PRISONNIERS PORT OF PRISONERS

Titre  
abrégé.

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de l'entretien des prisonniers*. S. R. 1925, c. 33, a. 1.

**1.** This act may be cited as the *Support of Prisoners Act*. R. S. 1925, c. 33, s. 1. Short title.

Paiement  
par muni-  
cipalités.

**2.** La corporation de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale—dans les limites de laquelle il a été commis un acte criminel ou une infraction punissable en vertu des parties V ou XVI du Code criminel concernant le vagabondage, les maisons de désordre, leur habitation ou fréquentation, les assauts indécents, les actions indécentes, les assauts sur agents de la paix de la municipalité, ou d'autres dispositions du Code criminel concernant ces actes criminels ou infractions ou les dommages à la propriété, ou en vertu des six premiers paragraphes de l'article 4 de la Loi de la police et du bon ordre (Statuts refondus, 1925, chapitre 168), dans les endroits auxquels ces paragraphes s'appliquent, ou une contravention au Code municipal, à la charte d'une corporation municipale, ou aux règlements passés par les conseils de ces cité, ville, village ou municipalité rurale—est tenue, si le délinquant a été condamné à l'emprisonnement dans la prison commune d'un district, de payer au gouvernement quinze centins pour chaque jour que ce délinquant est ainsi détenu en prison. S. R. 1925, c. 33, a. 2.

**2.** The corporation of every city, town, village or rural municipality—within which any offence has been committed punishable under the provisions of Parts V or XVI of the Criminal Code, respecting vagrancy, disorderly houses, being an inmate of or frequenting the same, indecent assaults, indecent behaviour, assaults on peace officers of the municipality, or under any other provisions of the Criminal Code respecting such offences or damages to property, or under the first six paragraphs of section 4 of the Police and Good Order Act (Revised Statutes, 1925, chapter 168), in the places to which the said paragraphs apply, or any contravention of the Municipal Code, the charter of a municipal corporation, or the by-laws of the council of such city, town, village or rural municipality—shall, if the offender has been sentenced to imprisonment in the common gaol of the district, pay to the Government a sum of fifteen cents for each day such offender is so detained in gaol. R. S. 1925, c. 33, s. 2. Payment by municipalities.

Date de  
paiement.

**3.** Les sommes qui peuvent devenir dues en vertu de l'article 2, forment partie du fonds consolidé du revenu de cette province, et sont payables trimestriellement, par les cités et villes, le premier jour

**3.** Every sum which may become due under section 2 shall form part of the consolidated revenue fund of the Province, and be payable, by cities and towns, quarterly on the first juridical day of July, Dates of payment.

juridique des mois de juillet, octobre, janvier et avril, et, par les autres municipalités, annuellement, le premier jour juridique du mois de juillet. S. R. 1925, c. 33, a. 3.

October, January and April, and, by other municipalities, annually on the first juridical day of July. R. S. 1925, c. 33, s. 3.

État  
transmis  
par le shérif.

4. Le shérif de chaque district doit, au commencement de chaque mois, préparer et transmettre au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, un état des sommes qui peuvent être devenues ainsi dues pendant le mois précédent par chacune des différentes corporations municipales de son district; et ce percepteur du revenu doit, en recevant cet état, envoyer sans délai, au greffier ou au secrétaire-trésorier de chaque corporation municipale y mentionnée, un état par lui certifié des sommes dues par cette corporation, avec avis de lui payer le montant dû le premier jour juridique du trimestre suivant, ou le premier jour juridique du mois de juillet alors prochain, suivant le cas. S. R. 1925, c. 33, a. 4.

4. The sheriff of every district shall, at the beginning of each month, prepare and send, to the proper collector of provincial revenue, a statement of the sums which have become due, during the preceeding month, by each of the several municipal corporations in his district; and the said collector shall, on receiving such statement, forthwith send to the clerk or secretary-treasurer of each municipal corporation, therein mentioned, a statement certified by him of the sums due by it, with a notice to pay such amount to him, on the first juridical day of the next quarter, or on the first juridical day of July then next, as the case may be. R. S. 1925, c. 33, s. 4.

Statement  
by sheriff.

State-  
ment by  
collector  
of reve-  
nue.

Percep-  
tion du  
revenu.

Poursuite.

5. A défaut par une corporation municipale de payer le montant qu'elle doit, aux jours ci-dessus spécifiés, ce montant doit être recouvré, avec les frais, par action intentée par le procureur général représentant Sa Majesté aux droits de la province, devant tout tribunal de juridiction compétente. S. R. 1925, c. 33, a. 5; 3 Geo. VI, c. 15, a. 1.

5. In default of payment by any municipal corporation of the amount due by it, on any of the days above specified, the same shall be recovered, with costs, by an action brought by the Attorney-General representing His Majesty in the rights of the Province, before any court of competent jurisdiction. R. S. 1925, c. 33, s. 5; 3 Geo. VI, c. 15, s. 1.

Recours  
de la  
municipa-  
lité.

6. Il est loisible à une corporation qui a ainsi payé une somme quelconque au gouvernement, pour la détention d'un délinquant dans la prison commune, de se faire rembourser par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire sur les biens meubles ou immeubles du délinquant, ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance ou à son entretien, s'il est mineur. S. R. 1925, c. 33, a. 6.

6. Any such corporation, which has paid any money to the Government for the imprisonment of any such offender, may obtain the repayment thereof by suit and distress, levied in the usual manner on the property, moveable or immoveable, of such offender, or of those who are obliged by law to support or provide for him, if he be a minor. R. S. 1925, c. 33, s. 6.

Municipality's  
recourse.

Exécution  
de la  
loi.

7. Le trésorier de la province est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1925, c. 33, a. 7.

7. The Provincial Treasurer shall have charge of the carrying out of this act. R. S. 1925, c. 33, s. 7.

Carrying  
out of  
act.